

reste inexistante. Des "ennemis imaginaires" du peuple continuent à être traqués sur un simple désaccord avec les autorités. Les "opposants" n'échappent pas à la prison, à la torture, voire, à la mort. Des assassinats se perpétuent toujours dans l'impunité la plus totale, l'injustice fait partie du quotidien et les exactions sont monnaie courante.

Un sous-facteur expliquant cet aspect politique de la déperdition des diplômés africains est la quasi-institution de l'allégeance politique comme critère d'obtention d'un poste. Si vous n'êtes pas membre du parti au pouvoir ou n'avez aucune relation dans ce cercle, inutile de rêver que vos titres et compétences vous ouvriront l'accès au poste souhaité.

Sur le plan social, on peut noter la mauvaise gestion des ressources humaines due aux lourdeurs administratives et également au manque de vision des politiques. Aucune politique de motivation ou d'incitation n'existe dans l'administration pour que les jeunes élites se sentent valorisées et respectées. Bien au contraire, elles sont perçues comme des dangers, des menaces, autant par les pouvoirs politiques que par leurs aînés déjà en poste dans l'administration.

Un exemple probant dans ce sens est celui de ce jeune immunologiste d'un pays ouest africain qui, après ses études doctorales, revient chez lui et se trouve confronté au chômage. L'état se dit incapable de le recruter. Il est pourtant le seul immunologiste de son pays ! Certes, plein d'entregent, il se lance dans les affaires et y réussit. Cela lui permet de ne pas renoncer à sa spécialité et de poursuivre ses recherches à partir de son pays, grâce aux contacts noués pendant ses études en Occident, mais son succès ne doit rien aux fonctionnaires et aux politiciens qui détiennent le pouvoir. Brillant, reconnu internationalement par ses pairs, il est régulièrement invité aux congrès, colloques et stages consacrés à son champ de compétence de par le monde. Ce jeune intellectuel africain qui aurait toutes les raisons de s'exiler a choisi malgré tout de demeurer dans son pays, mais il le fait en dépit des tracasseries et de la résistance que lui opposent les pouvoirs en place.

Au niveau socio-économique, la catastrophe est ahurissante. Les images de misère inhumaine et de faim ne cessent d'inonder les écrans du Nord, faisant resurgir ce paradoxe africain : comment un continent si riche peut-il offrir le spectacle d'un tel désastre[7]?

Essayer d'y répondre, nous ramène à la racine de la problématique qui nous préoccupe ici : la responsabilité des dirigeants ! Les cadres adéquats de travail sont inexistants et les salaires, ridicules. S'il y a hausse dans la "fuite des cerveaux", la raison première réside dans cette absence de conditions favorables à l'éclosion et au rayonnement de ces cerveaux qui préfèrent fuir et rester vivants plutôt que d'y rester pour mourir. Qu'aurait été la carrière du poète mauritanien Téné Youssouf Gueye s'il avait pu quitter son pays ? Cette question ne cessera de hanter ceux qui ont assisté, impuissants à sa tragédie et à sa mort[8]. Et pourtant, Téné Youssouf Gueye ne faisait pas de politique, mais... de la simple poésie !

Mais les dictateurs nègres sont incapables de faire la moindre différence entre fiction et réalité.

le secours ?".

En premier lieu, du changement de pratique et de culture politiques. Un adversaire, aussi redoutable soit-il, ne doit pas être réduit au silence à cause de ses opinions ou de ses actions qui pourraient déplaire. Un dirigeant politique, quel que soit sa puissance, ne devrait pas, pour réparer des accusations de diffamation ou d'offense à sa personne, signer l'arrêt de mort d'un citoyen. Il n'a aucun droit de vie ou de mort sur ceux et celles qu'il gouverne, mais plutôt le devoir de protéger leur vie, qui, comme la sienne, est sacrée. Le jour où de telles pratiques courantes n'existeront plus en Afrique, le problème de la fuite des cerveaux, sans disparaître complètement, trouvera un chemin de résolution.

En second lieu, du respect des libertés individuelles et collectives et parmi elles, de la liberté d'expression. Sans garantie de cette liberté, toute volonté de démocratisation en Afrique sera pure comédie et la fuite des cerveaux se poursuivra, car un des facteurs qui motive le non-retour au pays et occasionne la fuite des compétences est justement ce manque de liberté qui donne à l'ensemble du continent l'image d'une vaste prison où toute velléité d'indépendance est étouffée. Les journalistes africains en déplacement en Amérique du nord manifestent toujours leur étonnement et leur incrédulité à voir le traitement réservé aux dirigeants politiques. Ils n'imaginent pas en faire autant de retour chez eux quand ils savent qu'une simple allusion peut leur coûter très cher !

En troisième lieu, du changement du regard social porté sur les nouvelles élites : ne plus percevoir ceux qui retournent au pays comme des dangers potentiels, ni comme des messies et ne plus voir en ceux qui restent à l'extérieur, des apatrides et des traîtres à la nation. Ce changement des mentalités doit conduire à valoriser le savoir des élites et non leur avoir (voitures, villas, argent, costumes-cravates) car l'attrait de l'avoir pourrait parfois amener certains d'entre eux à se compromettre dans des pratiques pas toujours recommandables. Une démystification de la nature et du rôle de l'intellectuel africain doit être entreprise avec le concours de ces nouvelles élites, qui devront redorer le blason terni de l'intellectuel africain. Ce processus de démystification aboutirait à la création de programmes éducatifs en adéquation avec les besoins réels des populations[13].

En quatrième lieu, de l'amélioration des conditions de vie et de travail (salaires décents, meilleurs cadres de travail) et aussi de la promotion de l'excellence et de l'initiative privée.

En cinquième lieu, de l'engagement solidaire des élites africaines, du continent comme de l'extérieur, à rompre avec les habitudes mesquines de rétention systématique de l'information pour créer des chaînes de partage du savoir, car l'union fait toujours la force.

En sixième lieu, de la création d'institutions universitaires privées, car les états africains sur ce plan ont failli et ne peuvent plus répondre aux besoins croissants de formation de leurs populations. Les exemples du Mali et du Cameroun[14], où des cadres africains se sont organisés



l'époux n'accompagne pas sa femme, ce qui amène beaucoup d'entre elles à renoncer à leurs projets de formation pour préserver leur mariage et l'harmonie familiale. Ce facteur socio-anthropologique (socialisation et éducation reçues) qui façonne leur perception d'elles-mêmes fait que, sans le vouloir toujours ni le savoir, les femmes elles-mêmes en arrivent à participer à la perpétuation de ce rôle de gardiennes des maisons et, par conséquent, des traditions qui les aliènent.

La seconde raison, et non la moindre, du faible taux de femmes généralement associée au phénomène de "la fuite des cerveaux" est sans conteste celle du très faible pourcentage de scolarisation qui s'observe encore aujourd'hui un peu partout en Afrique subsaharienne. Passé le stade des études secondaires, la famille commence à presser les filles de se trouver un mari (le mariage étant encore perçu dans ces sociétés comme l'unique passeport social valable). Rares alors sont celles qui auront la chance de poursuivre leurs études supérieures. Une fois que leur niveau d'études leur permet d'exercer une quelconque profession, elles sont priées de s'en contenter et de s'estimer heureuses, car en tant que femmes, c'est jugé comme suffisant ainsi.

Une troisième raison qui pourrait se rattacher à la première (culturelle) est le regard de la société sur les femmes trop éduquées. Appelées familièrement en Afrique de l'ouest "les papiers longueur [\[17\]](#)" (à cause de la durée de leurs études), ces femmes font peur aux hommes (et même à ceux qui sont bardés de diplômes) qui ne voient en elles que des trouble-fête, des rebelles en puissance. Souvent, cela ne correspond pas à leur perception de la femme, qui se doit d'être silencieuse, soumise et à l'image de leurs grands-mères. Les stéréotypes collés au dos de ces femmes instruites nuisent à leur intégration sociale. Dans ce contexte, vivre seule, pour une femme, étant un opprobre, celles qui ne veulent pas subir l'ostracisme vont, soit s'aligner et renoncer à leur épanouissement, soit, essayer de jouer le jeu. Mais, tôt ou tard, le piège se refermera sur elles et leurs ambitions.

Une quatrième raison liée au regard social est l'attitude étrange des intellectuels, c'est-à-dire, leur non-collaboration. Contrairement aux attentes, rares sont ceux qui encourageront leurs épouses et leurs soeurs à poursuivre leurs carrières. Ont-ils à ce point intériorisé le rôle social traditionnel des femmes, que même leur statut d'hommes dits modernes ne peut les détourner d'un tel mode de pensée ? Combien d'entre eux acceptent de partager les tâches ménagères pour permettre à leurs épouses d'exceller dans leurs carrières ? Combien d'entre eux continuent de confiner leurs compagnes dans le rôle de femmes au foyer même quand le couple vit hors d'Afrique ? Dans ce cas, il n'est plus possible d'incriminer le regard social susceptible d'influer sur les réactions individuelles puisque l'environnement a changé.

A cause de tous ces facteurs, la féminisation de la fuite des cerveaux ne s'observe pas encore à une très grande échelle. Et à la vérité, les femmes ne font pas partie des statistiques. Qui d'ailleurs les considère comme des cerveaux ? A plus forte raison en fuite ? Seuls les cerveaux mâles sont en fuite parce que la fuite leur est permise. Ce qui n'est pas le cas des gardiennes du temple qui, quelque ce soit leur niveau d'études, restent celles qui attendent et symbolisent la permanence. Le



Sèche tes pleurs, Afrique!
Tes enfants te reviennent
Dans l'orage et la tempête des voyages infructueux[22] !

Constaterions-nous avec Tanella Boni :

Ce Continent le leur Avec sa forme en hache
surréelle ou une houe de labour dans la boue
dans le sable bavait sous leurs yeux angoissés
partagé en quatre en cinq Cinquante
minuscules gâteaux de fête Ce Continent le
leur faisait figure de foire sous leurs yeux éplorés[23]

Ou ferions-nous plutôt cette profession de foi ?

Afrique des tam-tams
Afrique des jeunes filles rieuses sur le sentier des rivières,
Je te demeure fidèle.
Afrique des paysans joyeux travaillant à l'unisson,
Afrique du Diamant et de l'Or,
Afrique des nuits sereines pleines de chansons,
Afrique de l'hospitalité
Je te demeure fidèle[24].

La question reste posée et le choix de la stratégie à adopter revient à chacun et à tous comme membre d'une communauté soucieuse de son bien-être et de son devenir. Si le retour et la réinstallation en Afrique des cadres africains formés au prix de grands sacrifices paraissent illusoire à ce stade actuel, des initiatives pourraient être néanmoins prises en vue de faire profiter la nation de leurs compétences acquises si durement et si chèrement. L'institution d'universités d'été, avec des programmes de professeurs invités, constituerait, par exemple, une alternative intéressante à défaut d'une solution définitive.

Notes

[1] Notons bien l'emploi du mot "là" en fin de phrase qui, dans certains parlers d'Afrique, marque l'emphase.

[2] L'émission de RFI, "Débat africain", animée par Madeleine Mukamabano, abordait cette question dans son édition du dimanche 18 novembre 2001 sous le thème du "renforcement des capacités en Afrique".

